

COMMUNE DE SAINTE NEOMAYE
CONSEIL MUNICIPAL DU 20 JANVIER 2025
PROCES-VERBAL

L'an deux mille vingt-cinq, le 20 du mois de janvier à 20 heures 15, s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de SAINTE-NEOMAYE.

Présents :

Roger LARGEAUD, Daniel THIOT, Valérie BRIAUD, Francis TESSERAU, Patrice DORAY, Sabine DUSSART, Patrick LAMORT, Florence MENARD, Delphine PELLERIN, Mickaël ROBIN, Elodie ROULET.

Absents excusés : Céline RIVOLET qui donne pouvoir à Daniel THIOT, Stéphanie LEPAULMIER qui donne pouvoir à Delphine PELLERIN, Jean VIGNET.

Le Conseil Municipal, dûment convoqué le 14 janvier 2025, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Roger LARGEAUD, Maire, pour une séance ordinaire.

Vérification du quorum :

11 élus présents : Roger LARGEAUD, Daniel THIOT, Valérie BRIAUD, Francis TESSERAU, Patrice DORAY, Sabine DUSSART, Patrick LAMORT, Florence MENARD, Delphine PELLERIN, Mickaël ROBIN, Elodie ROULET.

3 élus Absents : Céline RIVOLET qui donne pouvoir à Daniel THIOT, Stéphanie LEPAULMIER qui donne pouvoir à Delphine PELLERIN, Jean VIGNET.

Désignation de la secrétaire de séance : Sabine DUSSART

Après lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal en date du 16 Décembre 2024, celui-ci est approuvé à l'unanimité.

Ordre du jour de la séance :

- 1 R.H : Ouverture d'un poste pour augmentation de temps de travail supérieur à 10 % du temps actuel.
- ~~2 CDG : Protection sociale complémentaire, risques prévoyance et santé, mandat au CDG.~~
- 3 CDG : Hausse de la participation aux frais de gestion des agents intérimaires - Avenant n° 4 à la Convention.
- 4 CDG : Convention d'adhésion au service mobilité et évolution professionnelle.
- 5 CDG : Convention relative au traitement des dossiers retraite CNRACL.
- 6 FINANCES : Dépenses d'investissement avant le vote du budget.
- ~~7 FINANCES : Ouverture d'une ligne de trésorerie.~~
- 8 FINANCES : Virement de crédit en section de fonctionnement, lotissement le Clos des Terriers 2 et 3, exercice 2024.
- 9 VOIRIE : Création d'une zone 30 km/h sur l'ensemble du bourg
- 10 URBANISME : Ouverture aux citoyens de la commission urbanisme
- 11 PATRIMOINE : Cession de parcelles appartenant au Département au profit de la commune

Questions diverses :

- Projet guinguette
- Projet Grange

1 = FONCTION PUBLIQUE 4 – 1 Personnel titulaire et stagiaire

Ouverture d'un poste pour augmentation de temps de travail supérieur à 10 %

2025-001

Suite au départ à la retraite d'un agent technique, il est nécessaire d'augmenter le temps de travail du second agent ayant les mêmes fonctions, sous le grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe.

Le temps de travail de l'agent en poste à 4,53 h/semaine, passera à 9h/semaine, soit une augmentation de de 4,47 h/semaine à compter du 1^{er} février 2025.

Cette augmentation étant supérieure à 10% du temps de travail actuel, il est nécessaire de procéder à une ouverture de poste sur le site du Centre des Gestion.

Dans sa séance du 14 janvier 2025, le Comité Social Territorial (CST) a rendu un avis favorable.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité et après en avoir délibéré, accepte l'augmentation du temps de travail, l'ouverture du poste, autorise le Maire ou son représentant à prendre l'arrêté nominatif et à effectuer toute démarche nécessaire.

2 = FONCTION PUBLIQUE 4 – 4 Autre catégorie

Protection sociale complémentaire des risques prévoyance et santé, mandat au CDG

Ce point est reporté au prochain conseil car il n'a pas été pris en compte à la saisine CST du 14/01/2025, et sera pris en compte à celui du 17/02/2025.

3 = FONCTION PUBLIQUE 4 – 4 Autre catégorie

Hausse de la participation aux frais de gestion des agents intérimaires – Avenant n° 4

2025-002

Vu le code général de la Fonction publique,

Monsieur le Maire, rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 23 avril 1996, il a été décidé l'adhésion au service intérim du Centre de gestion de la Fonction publique territoriale des Deux-Sèvres et a autorisé le Maire à signer la convention correspondante.

Il précise que dans ce cadre, le Centre de gestion peut mettre à disposition des Collectivités et établissements publics adhérents à ce service, des agents non titulaires pour faire face au remplacement de leurs personnels lors de périodes de maladie ou de surcroît d'activités.

Il informe le Conseil municipal que, le Conseil d'administration du Centre de gestion du 9 décembre 2024 a décidé d'augmenter le taux de facturation au 1^{er} janvier 2025, qui passera de 5 % à 5,5 % des salaires bruts des personnels intérimaires mis à disposition et qu'il convient en conséquence de l'autoriser à signer l'avenant correspondant.

Après avoir pris connaissance de l'avenant n° 4 à la convention de mise à disposition des personnels intérimaires,

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

AUTORISE le Maire à signer avec le Centre de gestion de la Fonction publique territoriale des Deux-Sèvres, l'avenant n°4 à la convention de mise à disposition des personnels intérimaires, qui acte la décision du Conseil d'administration du Centre de gestion, de fixer à compter du 1^{er} janvier 2025 la participation aux frais de gestion à une somme égale à 5,5 % des salaires bruts versés aux agents intérimaires mis à disposition.

Convention d'adhésion au service mobilité et évolution professionnelle**2025-003**

Monsieur le Maire présente la convention d'adhésion au service mobilités et évolution professionnelle du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Deux-Sèvres qui a pour objet de définir les modalités d'adhésion au service mobilités et évolution professionnelle, la durée et son coût.

L'adhésion simple ouvre un droit aux prestations du service mobilités et évolution professionnelle qui sont les suivantes :

- **Conseil en matière d'évolution professionnelle** auprès des élus et des agents des collectivités ou établissements publics adhérents,
- **Entretien tripartite** entre l'agent, l'autorité territoriale et le Centre de gestion 79 pour l'explication de la prestation spécifique d'accompagnement en conseil en évolution professionnelle,
- **Participation des agents** des collectivités ou établissements publics adhérents à des ateliers en conseil en évolution professionnelle (CV/Lettre de motivation, simulation d'un entretien).
-

Le Maire propose à l'assemblée de signer la convention d'adhésion au service mobilités et évolution professionnelle du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Deux-Sèvres et de régler l'adhésion au service d'un montant 150 euros pour deux ans.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire à signer la convention d'adhésion au service mobilités et évolution professionnelle du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Deux-Sèvres, et de régler l'adhésion au service.

Convention relative au traitement des dossiers retraite CNRACL par le CDG 79**2025-004**

Le Maire expose que depuis 2007, et conformément aux dispositions de l'article L452-41 du Code général de la Fonction publique, le Centre de gestion des Deux-Sèvres propose aux collectivités et établissements affiliés un accompagnement pour la gestion des dossiers retraite des fonctionnaires relevant de la CNRACL. Toute collectivité peut bénéficier de l'aide apportée par le CDG79 en matière de retraite, moyennant une participation financière et sous réserve d'avoir conventionné au préalable avec le CDG79 pour recourir à ces prestations.

Dans sa séance du 9 décembre 2024, le Conseil d'administration du CDG79 a ajusté les prestations proposées en matière de traitement des dossiers retraite afin de prendre en compte les réformes récentes des retraites et les nouvelles obligations pesant sur les employeurs publics en la matière.

La nouvelle convention, couvrant la période du 1^{er} février 2025 et au 31 décembre 2027, prévoit un tarif d'adhésion d'un montant annuel symbolique, en fonction des effectifs de la collectivité :

- Moins de 10 agents : 50 € par an
- De 10 à 49 agents : 100 € par an
- De 50 à 99 agents : 150 € par an
- 100 agents et plus : 200 € par an

Cette adhésion annuelle inclue des temps de communication et de conseils de premier niveau auprès des agents et gestionnaires RH des collectivités et établissements publics adhérents et ouvre l'accès aux prestations suivantes, dont les tarifs ont très légèrement évolué au regard de la complexité accrue des dossiers et du temps dédié à l'examen de certains types de dossiers.

Tarif FORFAITAIRE pour les RDV et dossiers suivants	
Demande de rétablissement au régime général et à l'IRCANTEC	30 €
DEMANDE DE RETRAITE CNRACL et RAFFP	80 €
- Départ et ouverture des droits âge légal de droit commun	
- Demande de retraite progressive CNRACL	100 €
- Départ <u>OU</u> droits anticipés (carrière longue, catégorie active, ...)	100 €
- Demande d'avis préalable pour les fonctionnaires handicapés uniquement	100 €
- Demande de réversion	150 €
- Demande de retraite pour invalidité	200 €
Tarif FORFAITAIRE pour les RDV et dossiers suivants	
RDV ⁽¹⁾ PERSONNALISE AU CDG <u>OU</u> TELEPHONIQUE AVEC AGENT accompagné ou non par la collectivité	50 €
Accompagnement au CDG d'un gestionnaire retraite sur les outils mis à disposition par la Caisse des dépôts (CIR-Simulation et Demande de retraite)	150 €
Accompagnement à l'extérieur du CDG déplacement d'un agent du service pour un dossier très complexe, ou pour former le gestionnaire retraite sur les outils mis à disposition par la Caisse des dépôts (CIR-Simulation et Demande de retraite) à titre exceptionnel et sous réserve de la disponibilité du service. Facturé par jour quel que soit le temps passé.	280 €
Tarif FORFAITAIRE pour les dossiers relatifs au droit à l'information	
Envoi de données dématérialisées devant être transmises à la CNRACL : - Correction du compte individuel retraite (CIR), - Simulations de pension y compris pour leur <u>contrôle</u>	80 €

Le Maire rappelle que ladite convention ne donne lieu à facturation par le CDG79 que si la Commune utilise les prestations proposées ci-dessus listées. En revanche, il est impossible de solliciter le concours du CDG79 pour le traitement desdits dossiers relevant de la mission optionnelle, sans avoir conventionné au préalable. Il rappelle que la convention proposée couvre la période allant du 1^{er} février 2025 au 31 décembre 2027.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Décide d'adhérer à la mission optionnelle proposée par le CDG79 pour le traitement des dossiers retraite CNRACL.
- Autorise le Maire (le Président) à signer la convention ci-jointe avec le CDG79, afin de pouvoir recourir à la mission optionnelle relative au traitement des dossiers retraite CNRACL du CDG79, pour la période du 1^{er} février 2025 au 31 décembre 2027, et toutes pièces afférentes à ce dossier.
- Prend l'engagement d'inscrire les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

6 - FINANCES LOCALES 7 – 1 Décision Budgétaire

Dépenses d'investissement avant le vote du budget

2025-005

L'article L612-1 du CGCT prévoit que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le montant des crédits qui peuvent être engagés sur le fondement de cet article s'apprécie au niveau des chapitres du budget 2024. Le quart des ressources susceptibles de pouvoir être engagées et mandatées avant le vote du budget sera réparti comme suit :

		Crédits votés au Budget 2024 (y compris DM)	Crédits pouvant être ouverts au titre de l'article L612-1 du CGCT (1/4 de N-1)
CHAPITRE 21	IMMOBILISATION CORPORELLES	189 670,00	47 417,50
Chapitre ventilé comme suit			
Article 2131	Bâtiments publics	9 000,00	2 250,00
Article 2152	Installation de voirie	6 000,00	1 500,00
Article 21538	Autres réseaux	30 000,00	7 500,00
Article 2156	Matériel outillage incendie Déf	2 000,00	500,00
Article 2157	Matériel outillage technique	17 500,00	4 375,00
Article 2181	Installations générales agenc.	34 700,00	8 675,00
Article 2183	Matériel Informatique	7 000,00	1 750,00
Article 2184	Matériel de bureau mobilier	2 000,00	500,00
Article 2188	Autres immobilisations	81 470,00	20 367,50
Total des crédits pouvant être ouverts au titre de l'article L612-1			47 417,50

7 - FINANCES LOCALES 7 – 1 Décision Budgétaire

~~Ouverture d'une ligne de trésorerie~~

Point reporté au conseil municipal de mars, en attente d'éléments complémentaires (voir questions diverses).

8 - FINANCES LOCALES 7 – 1 Décision Budgétaire

Virement de crédit section de fonctionnement, lotissement le Clos des Terriers 2 et 3, exercice 2024

2025-006

Le Maire informe l'assemblée que la Commune a reçu une dernière facture du bureau d'étude SITEA, concernant la réalisation de deux permis d'aménager, pour le lotissement le Clos des Terriers 2 et 3.

Les crédits du chapitre 60, étant insuffisants, il a été nécessaire de procéder à un virement de crédit, afin d'honorer cette facture de 900 €.

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 et Vu l'article L. 5217-10-6 du CGCT, visant à autoriser l'autorité territoriale à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre au sein de la même section, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de fonctionnement et de 7,5 % des dépenses réelles d'investissement.

LE MAIRE A DECIDÉ :

**De procéder à un virement de crédits, de chapitre à chapitre, en section de Fonctionnement,
dans la limite de : 11 610,98 €
(154 813,11 x 7,5%)**

VIREMENT DE CREDITS		
Chapitre	65	Autres charges de gestion courante
Article	65888	Autres
Montant	-600 €	
RECEPTION DE CREDITS		
Chapitre	60	Charges à caractère général
Article	6045	Achat étude et prestation de service
Montant	+600 €	

Cette décision a été transmise au représentant de l'Etat, pour être exécutoire dans les conditions de droit commun et sera notifiée au comptable public.

Le Maire a informé ce jour, l'assemblée délibérante de ce mouvement de crédits. Assemblée la plus proche de la décision prise le 9 janvier 2025.

9 – LIBERTES PUBLIQUES ET POUVOIRS DE POLICE 6 – 1 Police municipale

Création d'une zone 30 km/h sur l'ensemble du bourg

2025-007

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal de la complexité de la limitation de vitesse actuelle dans les différentes rues du bourg de la Commune, qui alterne entre 50 et 30 Km/h, pouvant rendre confus les automobilistes y circulant.

Suite à un entretien avec le Département, celui-ci a donné un avis favorable à la proposition de définir tout le bourg de Sainte-Néomaye en « zone 30 Km/h ».

Monsieur le Maire montre la carte proposée par le Département, précisant que ce projet pourrait voir le jour au printemps.

Un arrêté permanent serait pris, à prise d'effet lorsque les panneaux règlementaires auront été installés, afin de détailler toutes les entrées et sorties de zones 30 Km/h. L'achat des panneaux se ferait en investissement. La possibilité d'un marquage au sol indiquant la zone 30 Km/h sera étudiée.

Monsieur le Maire précise qu'en ce qui concerne la Route de La Crèche, celle-ci faisant environ 800 mètres linéaires, elle ne peut être incluse dans la zone 30 Km/h. L'étude d'une solution est en cours au Département, éventuellement un feu tricolore de récompense. Des bandes rugueuses ont été évoquées. De même, Monsieur Mickaël ROBIN propose le marquage au sol de la vitesse 50 ou 30 Km/h.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, et après en avoir délibéré, accepte la création d'une Zone 30 Km/h sur l'ensemble du bourg et autorisent Monsieur le Maire, ou son représentant, à effectuer les démarches nécessaires à sa réalisation.

Ouverture commission urbanisme aux citoyens

2025-008

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal qu'au vu des projet communaux, notamment les lotissements et les permis de construire, il souhaiterait ouvrir la commission urbanisme à quelques citoyens désireux d'y participer (deux ou trois).

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, et après en avoir délibéré, accepte l'ouverture d'une commission urbanisme aux citoyens et autorise Monsieur le Maire à effectuer toute action nécessaire à ce dossier.

11 – DOMAINE ET PATRIMOINE 3 - Acquisitions

Cession de parcelles appartenant au Département au profit de la commune

2025-009

Monsieur le Maire expose que les parcelles **AR 252** et **AR 254** sont la propriété du Département depuis l'alignement de 1970.

Dans son courrier reçu en Mairie le 20 Décembre 2024, le Département propose de céder les parcelles **AR 252** et **AR 254** à la Commune, pour l'euro symbolique, afin de régulariser les équipements ayant permis de résoudre les difficultés concernant les réseaux d'eaux pluviales qui s'écoulaient sur les propriétés riveraines de la Route de La Crèche.

Monsieur le Maire précise que deux autres parcelles, liées à l'alignement de 1970 restent en attente de régularisation par le Département.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, et après en avoir délibéré, accepte l'acquisition de ces parcelles, et autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à effectuer toute action nécessaire à cette acquisition et à signer les actes notariés.

DIVERS

- **Projet guinguette :**

Ce projet avance bien, l'animation musicale du 12/07/2025 de 17h à minuit sera réalisée par « L'Orchestre Jack-Potes ». Un terrain de pétanque sera mis en place pour l'occasion, et Monsieur le Maire étudie la faisabilité de faire venir des canoës.

Un poste de secours et des agents de sécurité ont été sollicités.

L'administrée riveraine du site a accepté de prêter son terrain à la Commune afin de l'utiliser en lieu de parking pour cet évènement.

Des tivolis ont été réservés à la location afin de protéger les installations et le matériel, des toilettes sèches ont également été réservées.

La buvette sera tenue par l'Épicentre et la confection de flyers sera confiée à « BELZA COM ».

- **Projet Grange :**

La demande de subvention a été déposée. La Commune est en attente des conclusions du cabinet ATES concernant le soutènement, afin de déterminer si un renfort structurel devra être intégré au projet.

- **Eglise :**

La Commune est en attente du devis ATES pour l'expertise complète. Le devis concernant le contrefort s'élève quant à lui à 32 000 €.

- **Lotissement les Terriers 4 :**

L'appel d'offres a été publié, une ligne de trésorerie sera proposée au Conseil municipal du mois de Mars 2025 concernant les travaux du projet de lotissement « Les Terriers 4 ».

- **Assainissement collectif :**

Sabine DUSSART demande si, avec l'extension de l'assainissement collectif vers le nouveau lotissement, la station de roseaux aura une capacité suffisante. La réponse est oui, car lors de cet aménagement, il a été créé avec une capacité supérieure au besoin de 50 %.

- **Contrôle de vitesse :**

Un comptage a été effectué en Décembre 2024 par le Département, Monsieur le Maire en présente le bilan au vidéoprojecteur. Par ailleurs, la Gendarmerie va effectuer des contrôles de vitesse sur la Commune.

Les radars pédagogiques ont été retirés afin d'en effectuer la maintenance et les équiper de panneaux solaires, leur permettant ainsi dans le futur une plus grande autonomie d'énergie.

- **Circulation et stationnement des poids lourds :**

Le Département a refusé la demande de Monsieur le Maire concernant l'interdiction de la circulation des Poids lourds (hors desserte locale) sur la Commune.

En ce qui concerne l'interdiction de stationnement, le Département a expliqué les difficultés juridiques d'une interdiction totale. Celle-ci doit être au cas par cas, par rue ou quartier.

Monsieur le Maire est autorisé à agir sur la Commune de par son pouvoir de Police.

Devant les dégradations constatées sur les bordures et les nuisances causées aux riverains, Monsieur le Maire informe donc le Conseil Municipal qu'il prendra un arrêté pour les lotissements Fonraimier, Les Terriers et Les Quenouilles interdisant le stationnement des véhicules de plus de 3,5 Tonnes et en informera les administrés qui y résident.

¼ D'HEURE CITOYEN

- Un administré fait part de la présence d'une « voiture ventouse » à Fonraimier : un véhicule mal stationné occupe plusieurs places de stationnement de façon prolongée et abusive, portant préjudice aux riverains et visiteurs. Ce à quoi Monsieur le Maire répond intervenir lorsque ce type de cas se présente, parfois pour des véhicules en panne ou volés.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h40.

Prochaine réunion, le lundi 24 Février 2025 à 20h15.

Le Maire,

La secrétaire,

Roger LARGEAUD

Sabine DUSSART